

Arrêté préfectoral du 23 FEV. 2026
**portant levée de mise en demeure à l'encontre de la société NICOLL pour son site exploité au
lieu – dit Route d'Etusson, sur la commune d'ARGENTONNAY (79 150)**

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et en particulier les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du préfectoral du 9 juillet 2024, portant mise en demeure à l'encontre de la société NICOLL ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 27 janvier 2025, portant mise en demeure à l'encontre de la société NICOLL ;

Vu l'arrêté du préfectoral modificatif du 7 juillet 2025, portant mise en demeure à l'encontre de la société NICOLL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2026 ;

Considérant que les travaux de création du volume de rétention supplémentaire ont été réalisés ;

Considérant qu'à la date d'édiction du présent arrêté, les dispositions des arrêtés de mise en demeure du 9 juillet 2024, 27 janvier 2025, 7 juillet 2025 susvisés sont satisfaites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation

Les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 9 juillet 2024, 27 janvier 2025, 7 juillet 2025 susvisés de régulariser la situation administrative de son installation sont abrogées.

Article 2 – Information des tiers

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Deux-Sèvres pendant une durée minimum de deux mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac – BP 541 86020 Poitiers cedex) ou sur l'application internet télérecours citoyens (www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société NICOLL ainsi qu'au maire d'ARGENTONNAY.

NIORT, le 23 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER